

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 14 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EXOLUM AVIATION FRANCE**

Chemin de Livry  
95380 Chennevières-Lès-Louvres

Références : ud95-2025-0728  
Code AIOT : 0100052611

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement EXOLUM AVIATION FRANCE implanté Chemin de Livry 95380 Chennevières-lès-Louvres. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXOLUM AVIATION FRANCE
- Chemin de Livry 95380 Chennevières-lès-Louvres
- Code AIOT : 0100052611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe EXOLUM est un logisticien espagnol de carburant d'aviation implanté dans de nombreux pays (Espagne, Royaume-Uni, Allemagne, Irlande...). La filiale Exolum Aviation France, issue du groupe Exolum, exploite la partie expédition de la plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres depuis le 4 juin 2025, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° IC-25-067 du 28 mai 2025 relatif à l'exploitation d'une activité de stockage de kérosène et actant le transfert partiel de la partie expédition du dépôt de Chennevières-lès-Louvres. En tant que gestionnaire de la plateforme, Exolum Aviation France est également responsable d'équipements et de services mutualisés entre les 2 exploitants de la plateforme, conformément au contrat de plateforme en vigueur.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suites des dernières inspections
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Interdiction ou restriction des PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen 2019/2021 du 20/06/2019 concernant les polluants organiques persistants : Articles 3, 5 et annexe I. Règlement européen REACH (1907/2006) du 18/12/2006, annexe XVII.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Isolement des eaux	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	Entretien des tuyauteries DCI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Taux d'application de mousses	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Contrôle de la jauge du réservoir d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 6-3-3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Défense contre l'incendie – fuite alimentée	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
11	Suivi des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1	/	Demande d'action corrective	6 mois
12	Valeurs limites de rejet et surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.4	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Maintien du critère de performances des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 6.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	1 observation
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	3 observations
5	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VII	Avec suites, Demande d'action corrective	1 observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté lors de cette visite 5 nouvelles non-conformités et a formulé 3 nouvelles observations. Concernant les non-conformités et observations persistantes depuis les précédentes inspections, 5 non-conformités et 2 observations ont été soldées. Enfin, 5 non-conformités et 6 observations sont maintenues.



## 2-4) Fiches de constats

### **Fiche de constat n° 1 : Maintien du critère de performances des mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/06/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit maintenir les critères de performances des mesures de maîtrise des risques définies dans la colonne 1 du tableau annexé au présent arrêté.</p> <p>Les conditions de maintien à respecter sont définies a minima par les tests définis à la colonne 2 et les fréquences de maintenance définies à la colonne 3 du tableau présent à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>Les actions effectuées pour respecter le présent article doivent pouvoir être justifiées par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect du présent article, notamment les rapports présentant les résultats de contrôle, factures, actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques, etc.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué qu'après investigation, le mauvais affichage relatif au monitoring de la défense incendie (constaté lors de l'inspection du 12 juin 2025) en salle de contrôle était lié à un pressostat défectueux. Ce dernier n'a pas détecté la mise en pression du système et n'a pas signalé l'ouverture de la vanne du réseau d'eau sur le monitoring pendant l'exercice de déclenchement du POI (plan d'opération interne) du 12 juin 2025.</p> <p>L'exploitant a décidé de planifier dans sa gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) un contrôle visuel tous les 6 mois des différents pressostats de l'installation de défense contre l'incendie (DECI). L'exploitant a présenté à l'Inspection le formulaire du contrôle des 38 pressostats réalisé le 18/08/2025 (OT n°63310). L'Inspection constate que l'ordre de travail n'est pas clôturé dans la GMAO. Il avait également été constaté un défaut de mise à jour de la GMAO lors des précédentes visites d'inspection.</p> <p><b>Observation n° 20251219_1: il est attendu plus de rigueur de la part de l'exploitant concernant l'intégration des données dans la GMAO. Cette dernière doit être renseignée en temps réel afin de garantir un pilotage efficace de la maintenance des infrastructures et des équipements.</b></p> <p>Par ailleurs, afin de vérifier depuis une zone sécurisée le fonctionnement des équipements de</p>

DECI , l'exploitant dispose d'une boîte POI en salle de contrôle contenant notamment une paire de jumelles.

Il indique par ailleurs, qu'il a revérifié la bonne configuration de l'ensemble des scénarios contenus dans son POI dans l'automate de la DECI. Par sondage, l'Inspection a demandé à tester le déclenchement en mode exercice du scénario n°17. L'ensemble des équipements de défense contre l'incendie prévu pour ce scénario a correctement fonctionné.

**De ce fait, la non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 12/06/2025 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **Fiche de constat n° 2 : Interdiction ou restriction des PFAS dans les mousses anti-incendie**

**Références réglementaires :** Règlement européen 2019/1021 du 20/06/2019 concernant les polluants organiques persistants : Articles 3, 5 et annexe I. Règlement européen REACH (1907/2006) du 18/12/2006, annexe XVII.

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2025

**Prescription contrôlée :**

[PFOS, PFHxS et PFOA]

Règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS, le PFHxS et le PFOA sont inscrits à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

[PFOS]

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des

concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

[PFHxS]

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

[PFOA]

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

[PFCA C9-C14]

Règlement européen REACH (1907/2006) du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII

2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:

- a) une autre substance, en tant que constituant;
- b) un mélange;
- c) un article;

sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

[PFHxA]

Règlement européen REACH (1907/2006) du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans:

- a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues;
- b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil et qu'ils n'utilisent les mousses et les

équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

#### **Constats :**

Les quantités d'émulseur sur site vont évoluer puisque la cuve de 10m<sup>3</sup> et les 13 IBC de 1m<sup>3</sup> sont amenés à être remplacés par une cuve de 50 m<sup>3</sup>.

**Dans l'attente de ces modifications, l'observation n°20250723\_1 est maintenue.**

**Observation n°20250723 1 :** Il est demandé à l'exploitant de clarifier et de fiabiliser la quantité d'émulseur présente (i) actuellement sur site et (ii) une fois les travaux d'installation d'une nouvelle cuve d'émulseur terminés.

**L'exploitant confirmera que cette quantité est conforme aux attendus du plan de défense contre l'incendie prévu par l'AM du 03/10/2010 modifié.**

Après vérification, l'exploitant confirme que les rétentions situées sous les cuves d'émulseur sont sous-dimensionnées. Des travaux de rehaussement des parois des rétentions ont été initiés. La fin des travaux est prévue pour fin février 2026.

**L'observation n° 20250723\_6 est maintenue :** EXOLUM transmettra à l'Inspection le PV de fin de travaux de rehaussement des rétentions.

**Observation n°20250723 6 :** Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du dimensionnement adapté de la rétention associée aux cuves de stockage des émulseurs.

**Le cas échéant, l'exploitant mettra en œuvre les mesures correctives nécessaires.**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un rapport de faisabilité dénommé « transition vers émulseur sans fluor » en version projet concernant la substitution de l'émulseur contenant des PFAS présent sur site. Ce document est daté du 17/12/2025. L'exploitant indique qu'il a prévu de mettre en place un groupe de travail se réunissant à fréquence régulière en lien avec la société SMCA afin d'avancer sur cette substitution. L'objectif est de remplacer la totalité des émulseurs contenant des PFAS d'ici fin juin 2026.

L'Inspection a précisé que cette substitution aurait dû être terminée avant le 3 décembre 2025 car l'émulseur présent sur site dépasse les limites autorisées fixées par l'annexe I du règlement européen n°2019/1021, dit règlement POP pour les :

- PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique), ses sels ou les composés apparentés.
- PFOA (acide perfluorooctanoïque), ses sels et les composés apparentés.

**Non-conformité n°20251219 1:** le taux de PFOS, ses sels ou les composés apparentés au PFOS ainsi que le taux de PFOA, ses sels et les composés apparentés au PFOA dans l'émulseur actuellement disponible sur site ne sont pas conformes aux valeurs limites réglementaires applicables à compter du 3 décembre 2025 par l'annexe I du règlement européen n°2019/1021, dit règlement POP.

EXOLUM transmettra à l'Inspection sous un délai de **2 mois** un plan de remplacement des émulseurs (contenus dans les cuves principales et dans les IBC de 1000L) comprenant a minima les éléments suivants :

1. le choix des émulseurs de remplacement et la vérification de leur compatibilité le cas échéant avec les équipements de la DECI ;
2. le phasage du remplacement avec la définition des mesures compensatoires mises en œuvre pendant le temps d'indisponibilité des équipements de la DECI ;
3. le cas échéant, les modalités de nettoyage par rinçage des équipements prévus pour obtenir un taux de PFAS dans les eaux de rinçage conforme ;
4. le cas échéant, les modalités de retrait et/ou démantèlement des équipements ayant contenu des PFAS ;
5. les modalités de re-remplissage des équipements par des émulseurs sans PFAS ;
6. la réalisation de tests de mesures réelles (en mousse) afin de vérifier la conformité des débits eau/mousse au niveau des différentes installations du site ;
7. les modalités de stockage et d'évacuation des eaux de rinçage et des équipements retirés et/ou démantelés dans le cadre du remplacement.

**En l'absence de réponse dans les 2 mois suivant la date de réception du présent rapport, l'Inspection proposera à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la réglementation vis-à-vis des PFOS et des PFOA et la mise en œuvre du plan de remplacement.**

**Observation n° 20251219 2 :** Puisque l'émulseur doit être changé, l'Inspection demande à l'exploitant de confirmer l'absence de PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique), de PFCA en C9-C14 ou de PFHxA (acide perfluorohexanoïque) dans l'émulseur qui sera choisi. L'absence de ces substances, sauf à l'état de traces (cf. les seuils réglementaires précisés ci-dessus) doit également être constatée en sortie de proportionneur une fois que l'émulseur sera mis en service.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### **Fiche de constat n° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande

principale. [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure CPR 1613.OPE.SP.FR datée du 27/10/2025. Il a transmis cette procédure par courriel suite à la visite le 19/12/2025. Cette procédure répond aux exigences de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. **Les non-conformités n°20250723\_2 et n°20250723\_3 de l'inspection du 23/07/2025 sont levées.**

L'Inspection a questionné l'exploitant sur la mise à jour du schéma d'alimentation électrique qui doit prendre en compte la séparation des activités de réception et d'expédition. L'exploitant a précisé qu'il avait eu des difficultés à récupérer le fichier source et que la société ACTEMIUM est en cours de réalisation de cette mise à jour, qui selon l'exploitant devrait être terminée d'ici au 15 janvier 2026. **L'observation n° 20250723\_8 est maintenue.**

**Observation n° 20250723\_8 (fiche de constat 11 de l'inspection du 23/07/2025) :** Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le schéma d'alimentation électrique en intégrant la séparation des activités de réception et d'expédition. L'exploitant doit être en mesure de garantir, par des tests, l'exactitude de ce schéma une fois ce dernier mis à jour.

Concernant les systèmes de jaugeage des réservoirs de carburants des groupes électrogènes (GE), l'exploitant a indiqué que cette modification des jauges était en cours et réalisée par la société ENERIA. L'exploitant précise que cette opération devrait être terminée courant janvier 2026.

Concernant la capacité du réservoir tampon servant à alimenter les GE, l'exploitant a pris la décision de changer l'ancienne cuve simple peau par une cuve double peau d'une capacité de 500 litres. Celle-ci va être mise en service courant janvier 2026 selon l'exploitant.

**Les observations n° 20250723\_9 et n° 20250723\_10 de l'inspection du 23/07/2025 sont maintenues, dans l'attente du remplacement des jauges et de la cuve de 500L.**

**Observation n° 20250723\_9 :** il convient que l'exploitant revoie les systèmes de jaugeage de l'ensemble des réservoirs de carburants utiles au fonctionnement des GE.

**Observation n° 20250723\_10 :** Exolum doit vérifier la capacité du réservoir tampon servant à alimenter les cuves des groupes électrogènes et si besoin actualiser cette donnée dans sa documentation interne ainsi que dans son EDD.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **Fiche de constat n° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Maintenance et test

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

**Constats :**

Trois rapports de contrôles de maintenance des groupes électrogènes ont été présentés à l'Inspection :

- Rapports ENERIA du contrôle du 12/12/2025 concernant l'opération curative des 2 groupes électrogènes 100 kVA et 25 kVA.
- Rapport d'essai sur banc de charge du 11/12/2025 réalisé par ENERIA pour les 2 groupes électrogènes.
- Rapport de maintenance mécanique et de vidange + contrôle électrique des 2 groupes électrogènes 100 kVA et 25 kVA du 31/10/2025.

**La non-conformité n° 20250723\_4 est levée.**

L'exploitant a informé l'Inspection que tous les rapports de contrôle réalisés par la SMCA sur les équipements qui n'ont pas encore été contrôlés par EXOLUM n'ont pas été récupérés.

**La non-conformité n° 20250723\_5 est maintenue.**

**Non-conformité n° 20250723\_5 :** Afin d'avoir la pleine maîtrise des équipements sous sa responsabilité, il convient qu'Exolum récupère tous les rapports de vérification, de maintenance et de contrôle de l'ensemble des équipements qui relèvent désormais de sa responsabilité et qui ont été réalisés par la SMCA.

L'Inspection note les actions suivantes prévues dans le plan de maintenance ;

- À fréquence hebdomadaire : test de démarrage des 2 groupes électrogènes, vérification des niveaux de carburant et vérification du fonctionnement des onduleurs.
- À fréquence annuelle : maintenance mécanique, électrique et test sur banc d'essai des groupes électrogènes réalisés par un prestataire. De plus, des tests sur batteries sont réalisés sur les onduleurs par un prestataire.
- À fréquence annuelle : simulation de perte d'électricité et test des deux groupes électrogènes.

**L'observation n° 20250723\_11 est levée.**

L'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver la programmation des tests sur les onduleurs dans la GMAO.

**L'observation n° 20250723\_12 est maintenue.**

**Observation n° 20250723\_12 : les tests réels des groupes électrogènes et des onduleurs sont à planifier dans la GMAO et à tracer dans les rapports de contrôle.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



### **Fiche de constat n° 5 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>VII.- Stockage des déchets</p> <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Si les déchets en question qui avaient été constatés lors de l'inspection du 23 juillet 2025 dans l'emprise de la zone d'Exolum ont été enlevés par la SMCA, l'Inspection a constaté lors de la visite terrain la présence de conteneurs (environ 1 m<sup>3</sup>) remplis d'huile de transformateur (produit classé comme dangereux -H304- selon la réglementation CLP) qui n'étaient pas sur rétention. C'est EXOLUM qui est responsable de ces conteneurs. L'exploitant a informé l'Inspection, que les conteneurs ont été placés sur rétention le soir même de la visite.</p> <p><b>La non-conformité n° 20250723_6 est levée.</b></p> <p><b>L'observation n° 20250723_7 est levée.</b></p> <p><b><u>Observation n° 20251219_3 :</u></b> ces produits étant régulièrement commandés puis stockés sur le site, il convient qu'EXOLUM entrepose systématiquement les conteneurs de produits dangereux sur une rétention correctement dimensionnée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **Fiche de constat n° 6 : Isolement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>-----</p> <p>Constat de l'inspection du 15/04/2022</p> <p>Par courrier du 14 avril 2022, l'exploitant a indiqué que la mise en place de la consigne et du formalisme adéquat est prévu pour juin 2022.</p> <p>L'exploitant indique que pour améliorer la pertinence des contrôles périodiques, un aménagement sera réalisé afin de pouvoir évaluer l'étanchéité de ces vannes lors des tests. Les modifications et l'aboutissement de la mise en place complète de ces contrôles sont prévus pour fin d'année 2022.</p> <p>La non-conformité n°1.1 de l'inspection du 28/09/2021 est maintenue :</p> <p>Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas d'une consigne définissant l'entretien préventif et la mise en fonctionnement des dispositifs d'isolement du site. L'exploitant doit réaliser cette consigne. L'exploitant doit également ajouter une signalétique permettant de correctement identifier le dispositif d'isolement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Avant le transfert partiel d'exploitation, la SMCA a entrepris des travaux de mise en place de 2 vannes motorisées en sortie du bassin d'orage, avant rejet dans le bassin d'infiltration. Ces vannes sont asservies à des détecteurs d'hydrocarbures situés à la surface de l'eau contenue dans le bassin d'orage. Les travaux d'isolement n'étant pas terminés et dans l'objectif de respecter la prescription de référence, ces vannes devraient être ouvertes seulement après une inspection visuelle qui confirme l'absence de produit à la surface de l'eau. En effet, la manipulation à distance de ces vannes n'est pas fonctionnelle pour le moment.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté que les vannes étaient en permanence en position ouverte et que de l'eau issue du bassin d'orage s'écoulait dans le second bassin d'infiltration. De plus, il n'est pas possible de constater visuellement la fermeture ou l'ouverture des vannes situées entre le second bassin et le point de rejet au milieu naturel.</p> <p>EXOLUM a transmis à l'Inspection la programmation annuelle de l'entretien préventif des 2 vannes motorisées, intégrée dans la GMAO.</p> <p>EXOLUM a également commandé la signalétique qui permet d'identifier l'ouverture ou la</p>

fermeture des vannes situées avant le rejet final en milieu naturel.

**Non-conformité n° 20251219 2 :** Contrairement aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas d'une consigne opérationnelle, à destination des agents d'exploitation et des chefs de quart, qui récapitule les actions à entreprendre afin d'isoler les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués par rapport à l'extérieur du site.

Durant la phase des travaux relatifs à l'installation de vannes motorisées en sortie du bassin d'orage, il appartient à l'exploitant de faire appliquer la consigne consistant à n'ouvrir les vannes situées en sortie du bassin d'orage qu'après vérification de l'absence d'hydrocarbures à la surface de l'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### **Fiche de constat n° 7 : Entretien des tuyauteries DCI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des tuyauteries DCI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>-----</p> <p>Constat de l'inspection du 15/04/2022</p> <p>Par courrier du 14 avril 2021, l'exploitant a indiqué qu'une étude est en cours pour la faisabilité des tests d'étanchéité périodiques des tuyauteries enterrées dédiées à la défense incendie.</p> <p>Pour la partie aérienne, l'exploitant indique qu'elle sera couverte par la mise en place de contrôles de routine annuels.</p> <p>La mise en place de ces contrôles est prévue pour la fin d'année 2022.</p> <p>La non-conformité n°5 (renumérotée <b>n° 20240313_5</b>) de l'inspection du 28/09/2021 est maintenue :</p> <p>Non-conformité n° 20240313_5 : Contrairement aux dispositions de l'article 43-3-9 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôle de ses tuyauteries incendie. L'exploitant doit mettre en place cette procédure de contrôle et faire réaliser ces contrôles.</p>
<b>Constats :</b> <p>Exolum prévoit de sous-traiter le contrôle des tuyauteries aériennes de défense contre l'incendie par le prestataire qui sera également chargé de l'application du plan d'inspection issu du PM2I. Cette prestation n'est pas encore contractualisée, un devis est en cours d'élaboration.</p> <p>Concernant les tuyauteries enterrées, les contrôles de compteur d'eau au départ des deux nourrices sont réalisés toutes les semaines. Cependant il n'existe pas de procédure qui fixe la fréquence et qui précise les modalités de ces contrôles.</p> <p><b>La non-conformité n° 20240313_5 est maintenue.</b></p> <p><b><u>Non-conformité n° 20240313_5 :</u></b> Contrairement aux dispositions de l'article 43-3-9 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôle de ses tuyauteries incendie. L'exploitant doit mettre en place cette procédure de contrôle et faire réaliser ces contrôles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### **Fiche de constat n° 8 : Taux d'application de mousses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Taux d'application de mousses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En cas d'utilisation d'une stratégie de sous-rétentions : un tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre est mis en place et maintenu dans les sous-rétentions où la sous-rétention en feu pourrait se déverser. Le taux d'application nécessaire à l'entretien de ce tapis préventif est au minimum de 0,2 litre par minute et par mètre carré.</p> <p>-----</p> <p>Constat de l'inspection du 16 janvier 2023 :</p> <p>Demande complémentaire : l'inspection demande à l'exploitant de présenter les éléments démontrant qu'il est en mesure de constituer le tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'observation concernant le changement d'émulseur est reprise dans les non-conformités et les observations du 2<sup>ème</sup> point de contrôle du présent rapport.</p> <p>La démonstration attendue relative à l'épaisseur du tapis de mousse dépend du taux d'application de l'émulseur. Puisque ce dernier doit être remplacé ces prochains mois, l'exploitant devra répondre à cette non-conformité en prenant en compte les caractéristiques du nouvel émulseur.</p> <p><b>La non-conformité n° 20240313_6 est maintenue.</b></p> <p><b><u>Non-conformité n° 20240313_6 :</u></b> contrairement à l'article 43-3-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il est en mesure de produire un tapis de mousse de 15 cm d'épaisseur sur ses sous-rétentions. L'exploitant devra présenter les éléments confirmant que le tapis de mousse dans les sous-rétentions est bien de 15 cm lorsque la rétention en feu risque de déborder.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### **Fiche de constat n° 9 : Contrôle de la jauge du réservoir d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 6-3-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la jauge du réservoir d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un bac de stockage d'eau d'une capacité de 6 520 m<sup>3</sup>, [...] -----</li></ul> <p>Constat de l'inspection du 16 janvier 2023</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le flotteur associé à la mesure de la quantité d'eau sur le bac de stockage de 6 520 m3 est défaillant. L'exploitant a présenté le capteur de pression en salle de contrôle qui permet de voir que le bassin est correctement rempli, mais ce capteur de pression n'est pas utilisable dans des situations d'aspiration d'eau.</p> <p>Non-conformité n° 7 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un système fiable permettant de connaître, à tout moment, la quantité d'eau présente dans le bac de stockage d'eau.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant précise que le câble qui relie le flotteur à la jauge de mesure est hors-service. Un devis a été demandé au fournisseur Actemium pour la mise en place d'une mesure du niveau avec capteur radar. Il a été constaté lors de l'inspection que le capteur de pression situé au fond de la réserve d'eau, dont le report est situé en salle de contrôle, indiquait une pression de 1,23 bar soit une hauteur d'eau d'environ 12 mètres, pour une hauteur maximale de la réserve d'environ 14 mètres. Si le poste de commande connaît approximativement la quantité d'eau présente dans le réservoir via le capteur de pression, cette mesure n'est pas assez précise, surtout lorsque les pompes de la DCI sont en fonctionnement.</p> <p><b>La non-conformité n° 20240313_11 est maintenue.</b></p> <p><b><u>Non-conformité n° 20240313 11 :</u></b> L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un système fiable permettant de connaître, à tout moment, la quantité d'eau présente dans le bac de stockage d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### **Fiche de constat n° 10 : Défense contre l'incendie – fuite alimentée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie – fuite alimentée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Non-conformité n° 1 de l'inspection du 20 décembre 2021 : l'exploitant ne s'est pas assuré, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'incendie et du calcul des moyens qui en découlent, de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction du feu de cuvette sur fuite alimentée, contrairement aux dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Il convient que l'exploitant prenne en compte, dans le dimensionnement de ses moyens, la réduction du flux thermique par application de mousse d'extinction, le temps de réunir les conditions permettant l'extinction et vérifie que les moyens physiques présents sur le site sont suffisants. Dans le cas où les moyens physiques ne seraient pas suffisants, il convient que l'exploitant communique à l'Inspection un plan d'action permettant la remise en conformité de ses installations et précisant les échéances associées. Le détail des calculs ainsi que la vérification de la suffisance des moyens est attendu sous un mois et, le cas échéant, le plan d'action susmentionné sous deux mois.</p> <p>Rappel des constats de l'inspection du 16 janvier 2023 : L'inspection des installations classées rappelle qu'un scénario d'incendie avec fuite alimentée est possible. Ce scénario ne fait pas partie des scénarios devant être étudiés pour le dimensionnement de la stratégie de lutte contre l'incendie de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, mais ce type de scénario peut conduire à une surutilisation d'eau et d'émulseur avant que l'extinction ne puisse être pratiquée.</p> <p>Observation n° 4 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réfléchir aux modalités d'intervention dans le cadre d'un scénario de feu de cuvette sur fuite alimentée dans le cadre d'une amélioration de POI.</p> <p>L'inspection constate que le POI de l'exploitant traite exclusivement les scénarios devant être étudiés pour le dimensionnement de la stratégie de lutte contre l'incendie de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, alors que son étude de dangers identifie d'autre situation ou événement prévisible (fuite hors rétention, fuite alimentée, etc.). Ceci constitue une non-conformité au point c) de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 qui prévoit que le POI contienne "Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles".</p> <p>Non conformité n°8 (maintenue à l'issue de la visite d'inspection du 13 mars 2024 sous la numérotation n°20240313_12): Il convient que l'exploitant mette à jour et complète son POI en y intégrant pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, la description des mesures à prendre pour maîtriser</p>

cette situation ou cet évènement et pour en limiter les conséquences.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La nouvelle version du POI ne prend pas en compte la réponse de la plateforme sur le scénario de fuite de tuyauteries hors rétention comme le préconise l'EDD d'EXOLUM (§10.3.4 Synthèse des améliorations possibles à l'issue de l'APR, page 86). De plus, le POI ne prend pas en compte la fuite alimentée dans les scénarios susceptibles de générer un accident majeur.</p> <p><b>La non-conformité n° 20240313_12 est maintenue.</b></p> <p><b><u>Non-conformité n° 20240313_12 :</u></b> Il convient que l'exploitant mette à jour et complète son POI en y intégrant pour chaque situation ou évènement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, la description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet évènement et pour en limiter les conséquences, conformément aux dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



### **Fiche de constat n° 11 : Suivi des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.
<b>Constats :</b>  L'examen visuel courant régulier des rétentions fixé à une fréquence trimestrielle a été réalisé le 4 décembre 2025, cf. ordre de travail n° 14081.  L'examen visuel approfondi fixé à une fréquence annuelle n'a pas été réalisé par EXOLUM. De plus, l'exploitant ne détient pas le précédent rapport de l'examen visuel approfondi réalisé par la SMCA. Par conséquent, EXOLUM n'a aucun rapport d'examen visuel approfondi des rétentions.  <b><u>Non-conformité n° 20251219 3 :</u> EXOLUM n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport d'examen visuel approfondi des rétentions contrairement à l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Il convient que l'exploitant réalise cet examen avant le 04 juin 2026.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## Fiche de constat n° 12 : Valeurs limites de rejet et surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejet et surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les effluents respectent, pour tous les points de contrôle cités ci-dessus à l'article 4.2, les valeurs limites en concentration et flux détaillées ci-après. Les paramètres sont surveillés par un organisme agréé sur l'ensemble de ces points de contrôle au moins une fois par an.

Par ailleurs, les paramètres sont surveillés selon la fréquence minimale indiquée ci-dessous.

Toute anomalie est signalée à l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	1305	35	Mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	120	Mensuelle
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	30	Mensuelle
Azote kjedahl	1319	40	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	10	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,25	Mensuelle
Benzène	1114	0,05	Mensuelle
Toluène	1278	0,074	Mensuelle
Xylènes ( Somme o,m,p)	1780	0,05	Mensuelle

**Constats :**

L'exploitant a présenté les résultats des dernières analyses des eaux rejetées effectuées le 12/11/2025 par SARPI au niveau du bassin d'orage. Une autre analyse a été réalisée le 03/12/2025. Les rapports d'analyse sont directement intégrés dans GIDAF par l'exploitant pour les points de contrôle PC 11 (sortie du séparateur hydrocarbures A) et PC 01 (sortie avant rejet au milieu naturel).

L'Inspection constate dans les rapports d'analyse de novembre et de décembre 2025 les dépassements des valeurs limites d'émission suivants au point de contrôle PC 11 :

Paramètre	Unité	Seuil Arrêté Préfectoral n° IC 25-67 du 2 mai 2025	PC11_2025_11_12	PC01_2025_11_12
MES	mg/l	35	5	10
DCO	mg/l	120	32	40
DBO5	mg/l	30	<3	3
Azote Kjeldahl	mgN/l	40	1,5	1,2
HCT Totaux C5-C40	mg/l	10	3,200	0,676
Zinc	mg/l	0,25	0,089	0,024
Benzène	mg/l	0,05	0,007	<0,0002
Toluène	mg/l	0,074	0,043	<0,0002
Xylènes (Somme o,m,p)	mg/l	0,05	0,220	<0,0004

Figure 1: Résultats de la campagne de mesure de novembre 2025

Paramètre	Unité	Seuil Arrêté Préfectoral n° IC 25-67 du 2 mai 2025	PC11_2025_12_03	PC01_2025_12_03
MES	mg/l	35	7,6	16
DCO	mg/l	120	80	<25
DBO5	mg/l	30	28	3,8
Azote Kjeldahl	mgN/l	40	0,9	<0,5
HCT Totaux C5-C40	mg/l	10	23,9	0,055
Zinc	mg/l	0,25	0,26	0,034
Benzène	mg/l	0,05	0,025	<0,0002
Toluène	mg/l	0,074	0,170	<0,0002
Xylènes (Somme o,m,p)	mg/l	0,05	0,860	<0,0004

Figure 2: Résultats de la campagne de mesure de décembre 2025

L'exploitant indique que ces dépassements au niveau du séparateur PC 11 semblent être liés aux opérations de dépotage. Il indique avoir mis en place les actions suivantes :

- Utilisation de la pâte à JET pendant l'opération de dépotage afin d'interrompre immédiatement le dépotage dès la détection de kérosène ;
- Surveillance systématique des opérations de dépotage ;
- Écrémage du séparateur lorsque l'épaisseur de JET mesurée dépasse 3 cm ;
- Écrémage systématique du séparateur une fois par semaine.

Il a précisé qu'il sera attentif aux résultats des prochaines analyses afin de vérifier l'évolution de la situation suite à la mise en place de ces actions.

**Non-conformité n° 20251219\_4 : l'exploitant dépasse les valeurs limites d'émission, fixées par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2025, au niveau du point de contrôle PC 11 pour les paramètres hydrocarbures totaux, zinc, toluène et xylènes. De plus, il est constaté une dilution, interdite par l'arrêté préfectoral de référence, des effluents entre les 2 points de mesure PC11 et PC01.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**Fiche de constat n° 13 : Séparateurs à hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateurs à hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les séparateurs à hydrocarbures sont équipés, en aval, d'un système de détection d'hydrocarbures liquides associé à une alarme retransmise en salle de contrôle.
<b>Constats :</b>  Le détecteur d'hydrocarbures du séparateur A n'est pas encore raccordé pour permettre une transmission d'alarme en salle de contrôle.  <b><u>Non-conformité n° 20251219 5:</u></b> Contrairement à l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2025, le séparateur d'hydrocarbures A ne dispose pas d'un détecteur d'hydrocarbures retransmettant l'alarme en salle de contrôle. En outre, comme indiqué dans le point de contrôle n°6 « isolement des eaux », l'exploitant doit définir une consigne qui précise les actions à réaliser par les chefs de quart et les agents d'exploitation en cas de détection d'hydrocarbures dans le séparateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois